

Document

La Belgique serait, pour son ministre du budget, "en état de faillite virtuelle" (09.09)

Le Monde – 08.09

La Belgique est "en état de faillite virtuelle". C'est le vice-premier ministre fédéral et ministre du budget, Guy Vanhengel (libéral flamand), qui a utilisé la formule, samedi 5 septembre. Elle a retenti comme un coup de tonnerre dans un ciel politique déjà encombré. Des ministres francophones ont jugé l'analyse "excessive", la vice-première ministre socialiste, Laurette Onkelinx, estime que son collègue ne vise qu'à réduire le nombre de fonctionnaires et les budgets de la santé. "Réactions slogansques", a répliqué M. Vanhengel.

En prenant ses fonctions il y a quelques semaines, le ministre avait déjà confié que la situation des finances publiques lui apparaissait "très, très, très difficile". Il juge désormais que le royaume va devoir se livrer à des efforts "gigantesques".

Ce diagnostic est confirmé par les derniers chiffres connus : un déficit fédéral de quelque 25 milliards d'euros sur un budget de 180 milliards, une dette publique repartie à la hausse (97 % du produit intérieur brut en 2009, 102 % en 2010, selon des experts). Le tout couplé à une forte progression des dépenses de santé et de chômage, et à une chute brutale des rentrées fiscales de quelque 7 % en six mois, tandis que le PIB reculait de 3,4 %.

Le gouvernement dirigé par le chrétien-démocrate flamand Herman Van Rompuy doit entreprendre une opération d'assainissement avant la rédaction d'un programme de stabilité 2009-2014, à remettre aux autorités européennes. La Commission est inquiète de la détérioration rapide de la situation des finances publiques et elle a jugé insuffisant un premier rapport qui lui avait été soumis il y a quelques mois.

Les soucis du premier ministre ne s'arrêtent pas là. M. Van Rompuy doit aussi prendre en compte le risque d'une nouvelle montée des tensions entre les deux grandes communautés du pays. Les questions institutionnelles sont désormais directement connectées aux débats budgétaires. La région flamande promet qu'elle reviendra dès 2011 à l'équilibre mais que l'Etat fédéral ne pourra compter sur les surplus qu'elle dégagera. En réalité, les partis flamands misaient sur le fait que, contraints d'obtenir de l'argent pour leur enseignement ou pour la région de Bruxelles, les partis francophones accepteraient des concessions institutionnelles. A savoir de nouveaux transferts de pouvoirs à la région flamande et une éventuelle scission de l'arrondissement bilingue de Bruxelles, ce qui assurerait à la Flandre l'homogénéité linguistique de son territoire.

Ce scénario ne s'est pas réalisé. Le gouvernement flamand soupçonne désormais les responsables francophones de vouloir laisser filer les déficits budgétaires pour éviter toute concession au plan institutionnel. Leur stratégie est donc de tenter de "fermer le robinet financier", en soulignant que les 58 % de Flamands paient déjà 64 % des impôts fédéraux. Au fil des années, l'Etat fédéral s'est délesté d'une partie importante de ses ressources financières au profit des régions, réduisant d'autant sa capacité d'action face à une crise économique majeure.

Parallèlement, le gouvernement flamand promet d'utiliser "au maximum" ses compétences au profit de sa seule population, sans plus tenir compte du gouvernement central : il veut instituer un système d'allocations familiales, une prime de naissance et une assurance hospitalisation généralisée. Le premier ministre fédéral demande, en vain, lui, aux trois pouvoirs régionaux (Flandre, Wallonie, Bruxelles) de prendre à leur charge quelque 40 % de l'effort budgétaire à fournir.

A la clé, il y a le risque d'une nouvelle crise politique, dont le ministre Guy Vanhengel estime qu'elle pourrait entraîner tout le pays dans une dangereuse spirale. Les Flamands y compris, souligne-t-il, qui, "attachés à la même corde" que le pouvoir fédéral, pourraient "sombrier" également.